

Pour chasser Giscard, Barre

# UNITE DES TRAVAILLEURS

LCR  
DOCUMENTATION  
CENTRALE



## ELECTIONS LEGISLATIVES

PLATE-FORME  
de la ligue communiste révolutionnaire



Paul Chassagnon, Gabriel Borne

UNITE DES  
TRAVAILLEURS  
CENTRALE  
DOCUMENTATION  
LOR

UNITE DES  
TRAVAILLEURS

I. VINGT ANS, ÇA SUFFIT !

ELECTIONS LEGISLATIVES



La société « libérale avancée », c'est la vie chère, l'exploitation de la grande majorité des travailleurs par une minorité de profiteurs.

Les occupants des écrans de télé voulaient nous endormir de promesses. Giscard, le « polytechnicien génial », et Barre, le « meilleur économiste de France » juraient la fin de la crise économique à portée de la main.

---

Faisons les comptes !

---

Aujourd'hui, quelle famille ouvrière ne connaît pas la crainte du licenciement ou de l'embauche introuvable et les budgets compressés pour grignoter un moment de vacances sous un ciel plus serein ? Le gouvernement détourne l'attention en taxant le « petit noir » aux comptoirs des cafés ou en feignant de lutter contre le prix des croissants, mais ce sont des choses mille fois plus essentielles aux travailleurs qui augmentent : la viande, les légumes, les biens de consommation nécessaires, les transports, le logement, les charges sociales, etc.

L'augmentation des prix a battu des records. Depuis le début du plan Barre l'augmentation des prix dépasse les 10 % alors que nos salaires restent à la traîne. Cette année notre pouvoir d'achat a reculé de 3 % en moyenne, de 5 % dans le secteur public et nationalisé. « *Les Français*, disait Barre, *vivent au-dessus de leurs moyens...* » Quels Français ? Ceux qui appartiennent à la même classe que le Premier ministre sans aucun doute. Il n'y a là rien de nouveau. L'application du plan Barre, qui signifie austérité pour les travailleurs, se traduit en revanche par une spectaculaire progression des profits pour les patrons : + 29 % pour Thomson-Brandt, + 120 % pour Shell-France (2 milliards lourds !), + 105 % pour Peugeot, + 85 % pour Citroën...

Si Barre a su restaurer les profits sans pour autant freiner les prix, il cumule désormais les titres de champion de l'inflation et du chômage : 1 200 sans-travail de plus par jour depuis le lancement de son plan, un total d'un million et demi, parmi lesquels femmes et jeunes sont les plus durement touchés.

En même temps que le chômage augmente, la loi des 40 heures de travail maximum, en principe acquise, n'est pas respectée : la moyenne hebdomadaire de travail en France est l'une des plus élevée d'Europe.

Et ils en rajoutent !

L'austérité à la mode Giscard-Barre va de pair avec la répression. Contre les travailleurs en grève, ils envoient leurs flics et leurs nervis

(comme lors de l'assassinat de l'ouvrier Pierre Maître à Reims). Dans les entreprises, les patrons s'attaquent aux libertés syndicales et aux responsables syndicaux (ainsi le montre la complaisance dont a bénéficié le patron de combat, Furnon). Les mesures Stoléru contre les immigrés remettent en cause les droits de l'homme les plus élémentaires.

► Giscard comploté avec le social-démocrate Schmidt pour étendre en France les mesures d'exception déjà en vigueur en Allemagne fédérale et il livre K Croissant. Dans les casernes, la sécurité militaire veut étouffer les soldats qui s'organisent pour défendre leurs droits démocratiques (ainsi que l'a démontré en avril 1977 l'arrestation arbitraire de 50 soldats et leur emprisonnement pour deux mois).

► La presse tombe sous le joug des possédants et des profiteurs de l'information qui, avec Hersant aux avant postes, monopolisent les moyens d'expression et étranglent à coups de milliards la presse d'opinion. Les travailleurs du Livre ont été contraints de céder du terrain dans l'accord final du *Parisien libéré* et d'autres attaques vont être portées contre les ouvriers du Livre, lesquelles seront autant d'attaques contre la liberté de presse.

► Dans la médecine privée et les hôpitaux on s'oppose à l'application effective des lois sur l'avortement et au droit des femmes à disposer de leur corps. Se soigner devient une charge plus lourde pour les travailleurs depuis les attaques contre la Sécurité sociale.

► Haby, supplétif de Giscard à l'Éducation, transforme peu à peu l'école publique en vaste service de formation pour la libre entreprise, tandis que la loi Guerneur relance les subventions à l'enseignement privé. La jeunesse est particulièrement opprimée : elle est victime du chômage, de l'embrigadement, de la répression, et du racisme anti-jeunes, comme l'a montré l'assassinat du jeune Mélyon à la porte d'un concert pop par un nervi.

► La démagogie des « responsables à la condition féminine » successivement désignés par Giscard n'a rien changé fondamentalement au sort des femmes

Bien plus, parce que leur travail est toujours considéré comme un travail d'appoint et que la fonction sociale première qui leur est dévolue, est toujours d'être mère, les femmes sont les premières touchées par la crise et l'austérité. Elles représentent plus de 53 % des chômeurs.

Elles sont incitées au retour au foyer de manière indirecte aussi : par la compression de personnel des crèches par exemple (comment faire garder les enfants ?)

Une série de métiers traditionnellement féminins sont particulièrement touchés. C'est ainsi le cas des infirmières et de tous les emplois du service public.

Enfin un certain nombre de droits acquis dans les luttes, tel celui d'avorter, aussi restrictif soit-il, sont directement remis en cause aujourd'hui.

► Pour étendre ses camps militaires, le gouvernement chasse les paysans de leurs terres. Pour développer les profits capitalistes, il multiplie les centrales nucléaires sans aucun souci des dangers mortels qu'elles font courir aux populations du voisinage.

Nous n'avons rien à attendre de cette équipe de fauteurs de chômage et de misère. L'austérité, la répression, ça suffit ! Cette politique est d'autant plus insupportable qu'il y a déjà longtemps qu'elle est condamnée par l'écrasante majorité des travailleurs et même par la majorité du pays. Depuis 1974, chaque élection, législatives partielles, cantonales, et en dernier lieu municipales, ont confirmé que la « majorité » — même sur le terrain électoral avec un scrutin particulièrement défavorable aux partis ouvriers — était minoritaire, qu'il était possible et nécessaire d'en finir avec le gouvernement et le régime. Au lieu d'organiser la mobilisation pour exiger la démission de Giscard-Barre et la dissolution de l'Assemblée, les directions syndicales, les états-majors du PC et du PS ont prêché la patience. Il fallait savoir ronger son frein jusqu'à la victoire électorale promise pour le printemps 1978... Les grandes journées d'action syndicales, celle du 7 octobre 1976, celle du 24 mai 1977, canalisèrent la combativité en passant en revue des forces que les directions ouvrières ne voulaient à aucun prix lancer dans la bataille.

Pourtant, il y a bientôt dix ans que nous manifestions, le 13 mai 1968, aux cris de « Dix ans, ça suffit ! ». Vingt ans, c'est décidément beaucoup trop.

« Pour rendre ces camps militaires le gouvernement classe les paysans de deux sortes. Pour développer les profits capitalistes, il multiplie les camps militaires sans aucun souci des dangers mortels qu'ils font courir aux populations du voisinage.

Nous n'avons rien à attendre de cette époque de l'histoire de l'Espagne et de la guerre. L'Espagne la renouveau, ce n'est pas elle. Cette politique est à sa-  
tant plus insupportable qu'il y a deux siècles, on dit en commençant par  
l'Espagne militaire des travailleurs et même par la mort de la pays-  
Après 1934 aucune élection, législative ou partielle, n'est possible. —  
notamment ont continué que la « majorité » — même au le  
l'Etat électoral avec un accord parlementaire développé aux partis  
ouvriers — sont menaçants, qu'il est possible et nécessaire d'en faire  
avec le gouvernement et le régime. Au lieu d'obtenir la reconnaissance  
pour exister la destruction de l'ancien parti et la dissolution de l'Etat.  
Une loi d'urgence syndicale, les dirigeants du PC et du PS ont promis  
la pratique. Il était évident, comme son frère jumeau la victoire électorale  
comme dans le printemps 1937. Les grandes journées d'action syndical-

## II. LES EXIGENCES OUVRIERES

Enfin, il y a besoin de nos réalisations le 13 mai 1938  
sur ces de « Dix ans de combat » Vingt ans est évidemment beaucoup  
1938

Ni austérité de droite ni austérité de gauche ! Face à la crise qui ampute le pouvoir d'achat et accroît massivement le chômage, les revendications immédiates des travailleurs et des travailleuses doivent être satisfaites sans attendre.

---

---

## 1. Maintien et augmentation du pouvoir d'achat

— *Pour le SMIC à 2200 F, base avril 77.* Cette revendication est celle de la CGT et de la CFDT. C'est vraiment d'un minimum qu'il s'agit ! Ainsi l'Union nationale des allocations familiales estime à 3515 F mensuels les besoins « incompressibles » d'une famille ouvrière type avec deux enfants. Le SMIC à 2200 F plus les prestations sociales, cela fait encore bien loin du compte. D'ores et déjà les travailleurs de la Fonction publique exigent 2500 F et ceux de Renault exigent 3000 F comme salaire minimum !

— *Pour 300 F d'augmentation égale pour tous, quelles que soient les branches, les régions ou les classifications !*

— *Pour la retraite et les pensions au moins égales au SMIC !*

— *Pour une allocation chômage égale au SMIC !*

— *Pour l'application du principe « à travail égal salaire égal », notamment pour les femmes travailleuses systématiquement sous-payées à travail et qualification égaux à ceux des hommes.*

— *Pour l'échelle mobile des salaires, des prestations sociales et des retraites !* La lutte pour le maintien du pouvoir d'achat est décisive au moment où le Plan Barre diminue le niveau de vie de la majorité de la classe ouvrière.

Pour imposer le maintien du pouvoir d'achat, il faut une véritable échelle mobile qui se fonde sur un indice des prix élaboré par les organisations syndicales et les travailleurs et refuser de retenir l'indice de l'INSEE.

Il faut imposer une révision mensuelle des salaires, car se contenter des réajustements annuels ou semestriels c'est accepter que les salaires courent après les prix et que les travailleurs supportent les conséquences de la hausse des prix pendant ces intervalles de six mois ou un an.

— *L'éventail des revenus déclarés est aujourd'hui de 1 à 105.* Rien ne

peut justifier ces écarts astronomiques. La CGT et la CDFT proposent de le ramener de 1 à 5 ou de 1 à 6. Il est légitime de vouloir réduire l'éventail hiérarchique des salaires, mais encore faut-il qu'une telle mesure participe d'une offensive d'ensemble contre le capital, la fortune et les hauts revenus. Car le problème des inégalités ne se réduit pas, loin de là aux gros salaires. Il concerne avant tout les autres revenus que salariaux. Comment prétendre faire payer les riches sans lever le secret commercial et ouvrir les livres de comptes des entreprises ? Comment prétendre imposer les profiteurs de la médecine sans exiger la nationalisation des services de santé ? Comment débusquer les fraudeurs et les spéculateurs en tous genres sans la levée du secret bancaire, sans un contrôle de l'Etat sur le commerce extérieur ?

— *La fiscalité en vigueur sert les possédants.* Elle facilite la fraude (dont le montant est évalué à environ 60 milliards de francs par an, soit un tiers du budget de l'Etat). Elle exonère d'impôts une masse de profits (au titre frais généraux ou de provisions) et accorde aux actionnaires le privilège de l'avoir fiscal. Elle pèse avant tout sur la masse des travailleurs par le biais des impôts indirects, au premier rang desquels la TVA qui représente plus de la moitié des recettes fiscales. Il faut imposer la suppression de la TVA, gabelle de notre temps, et la création d'un impôt fortement progressif sur l'ensemble de la fortune, du capital, des héritages.

## 2. Il faut garantir le plein emploi

— *Le refus des licenciements sans reclassement préalable* au pays et aux mêmes conditions de salaire et de travail.

— *Le droit de veto des travailleurs sur les licenciements.*

— *La réduction massive du temps de travail.* La solution immédiate au chômage et à l'emploi des milliers de femmes confinées au travail domestique, ne se trouve pas dans l'hypothétique création d'emplois et dans la multiplication de contrats temporaires comme le fait actuellement le gouvernement. La solution réside dans la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières. *C'est la semaine de 35 heures qu'il faut imposer comme la limite maximum de durée hebdomadaire de travail sans diminution de salaire.*

— *La réduction des cadences* et l'amélioration des conditions de travail sous contrôle des travailleurs ; la suppression du travail posté partout où les impératifs techniques le permettent et le veto des travailleurs sur ces prétendus impératifs ; la création immédiate d'une cinquième équipe pour le travail posté.



— *La suppression du statut d'intérimaire* fournissant un même travail sans aucune sécurité d'emploi : titularisation des intérimaires ! Même travail, même statut ! Suppression des maisons d'interim !

— *Assurer le droit au travail pour les femmes* passe par la création d'équipements collectifs, en particulier de crèches de qualité ouvertes 24 heures sur 24, avec un personnel mixte et qualifié, de restaurants collectifs à prix réduits sur les lieux d'habitation et de travail, par le droit à la formation professionnelle et l'embauche sans sélection sexiste, le droit à l'inscription au chômage avec une indemnité égale au SMIC pour toute femme désireuse de trouver un emploi.

— L'embauche garantie à niveau de qualification acquis à la sortie de l'école pour tous les jeunes ayant terminé leur scolarité.

— La reconnaissance des mêmes droits sociaux et politiques pour les travailleurs immigrés : avec les mesures Stoléru, le gouvernement poursuit ses attaques contre les travailleurs immigrés. Ils doivent être défendus par toute la classe ouvrière, car les attaques contre les travailleurs immigrés annoncent une offensive contre tous les travailleurs du pays. Pour réaliser l'unité entre les travailleurs français et immigrés, il faut que les travailleurs immigrés aient les mêmes droits sociaux, syndicaux et politiques y compris celui d'élire ou de se faire élire à tout poste. Nous exigeons la suppression de toutes les mesures de discrimination, et notamment l'abolition des cartes de travail et de séjour.

— Garantie du pouvoir d'achat et droit au travail pour les salariés agricoles et les petits paysans, garantie de salaires et de revenus au moins égaux aux salaires ouvriers.

### 3. Imposer le droit à une santé gratuite et de qualité

Il faut revenir sur toutes les mesures prises contre la Sécurité sociale depuis les ordonnances gaullistes de 1967. C'est l'abrogation de ces ordonnances (« oubliée » par les directions syndicales lors des négociations de Grenelle en 1968) et des mesures Giscard-Veil qu'il faut obtenir. Cela veut dire mettre sur pied un régime unique avec remboursement à 100 % des frais de maladie et l'expulsion des patrons des conseils d'administration de la Sécurité sociale. L'avortement doit devenir réellement libre et gratuit dans des conditions hospitalières de qualité. Nous voulons la créa-

tion de centres d'orthogénie sur les lieux de travail.

— Les femmes enceintes doivent disposer des droits nécessaires : une visite médicale par mois remboursée par la Sécurité sociale, la mutation de poste leur épargnant des tâches pénibles, l'allongement des congés de maternité ; et les congés pour raison de maladie des enfants doivent être accordés à l'un ou l'autre des parents, et non réservés (d'ailleurs par-ci-monieusement) à la mère.

## 4. Imposer le droit au logement bon marché de qualité

**Imposer le droit à un logement de qualité et bon marché** : il faut socialiser les sols à bâtir, bloquer les loyers et les charges, créer un véritable service public du logement.

## 5. Priorité à des transports collectifs confortables

**Accorder la priorité à la mise en place de transports collectifs confortables** : c'est aux patrons de payer les déplacements entre les lieux d'habitation et les lieux de travail.

## 6. S'opposer à la mainmise patronale sur l'école

**S'opposer à la main-mise patronale sur l'école et à l'application de la réforme Haby** : contre la sélection et la transmission d'un savoir en miettes déterminé par la division du travail. Filière unique jusqu'à 18 ans et formation polyvalente pour tous, ouverte aux salariés dans le cadre d'un système public de formation.

— Pour la garantie de l'emploi des personnels de l'Education nationale et la titularisation des auxiliaires.

— Pour des crédits suffisants pour l'éducation.

— Pas plus de 25 élèves par classe.

— Droit à l'expérimentation pédagogique pour les enseignants.

Jamais l'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs et les usagers n'a pris une telle ampleur dans tous les secteurs de l'Education nationale. Face à ces attaques, il importe de faire avancer la constitution d'un large front de lutte sur l'école, pour le droit des travailleurs à une formation qui réponde à leurs besoins. Il s'agit à la fois de faire reculer le pouvoir sur ses réformes réactionnaires et de faire en sorte que l'école ne soit plus un domaine réservé : il faut associer pour cela dans la lutte contre l'école de classe, contre la rentabilisation capitaliste et la normalisation de l'enseignement, les lycéens, collégiens, apprentis et étudiants, les enseignants et les parents d'élèves, les syndicats ouvriers, directement concernés par le chômage des jeunes, par le problème de la qualification, et l'introduction de la formation permanente.

## 7. Pour un moratoire du programme électronucléaire du gouvernement

### **Pour un moratoire du programme électro-nucléaire du gouvernement.**

La politique du gouvernement, c'est l'austérité pour une longue période. Elle vise à un remodelage de l'appareil de production en faveur des branches les plus rentables.

Face à cette politique de la bourgeoisie, il faut imposer :

— Un moratoire contre le programme électro-nucléaire du gouvernement. Celui-ci, avec le plan Messmer décidé dans le secret de la présidence de la République en 1972, a choisi la voie du tout nucléaire. Pourtant les dangers de l'utilisation industrielle de l'énergie nucléaire ne sont pas du tout maîtrisés. C'est pourquoi il faut imposer un moratoire du programme électro-nucléaire qui ne doit pas se limiter au chantier du surrégénérateur Super-Phénix de Malville ni aux nouvelles commandes. Ce sont toutes les centrales en cours de construction qui sont concernées par ce moratoire, ce qui implique bien évidemment la reconversion à salaire équivalent de tous les travailleurs des chantiers.

— Le refus de la pollution industrielle et du saccage de l'environnement par un contrôle des travailleurs, de leurs organisations et des populations concernées sur les implantations industrielles et leurs nuisances.

## 8. Pour le droit de vivre et travailler au pays

La politique du gouvernement, c'est la volonté de désertifier des régions entières au profit de zones suréquipées. Les travailleurs de ces régions s'y battent pour la conservation d'un emploi sur place mais aussi pour permettre le retour des exilés au pays. Pour garantir durablement l'emploi, il faut réclamer le contrôle, avec droit de veto sur les investissements, les implantations industrielles et leurs conséquences. Il faut coordonner les luttes contre toutes les forces de spoliation, pillage, pollution qui suivent les opérations d'aménagement du territoire. Il faut exiger la suppression des missions interministérielles et de la Datar qui déménagent le territoire aux frais des travailleurs.

Vivre au pays, c'est aussi pouvoir y parler sa langue, réprimée et refoulée par l'Etat centralisateur. Les langues nationalitaires doivent être enseignées à l'école au même titre que le français. L'usage de ces langues doit être soutenu par tous les moyens (culturels, scolaires, administratifs, informatifs) comme langues nationales dans la vie publique.

Mais l'assurance de pouvoir vivre au pays, les travailleurs la gagneront s'ils peuvent décider sur place, sans déléguer au pouvoir central le règlement de leurs propres affaires. Les caractères originaux et toujours vivants des minorités opprimées par l'Etat national se fondent de plus en plus avec les revendications de travailleurs.

● Le droit à l'autodétermination de toutes les minorités nationales doit être reconnu.

## 9. Contre la répression

La politique du gouvernement, c'est aussi la répression quotidienne contre le mouvement ouvrier, les mesures discriminatoires et vexatoires contre les femmes et les immigrés, l'oppression des régions et des nationalités.

— Contre la répression patronale étatique, nous exigeons *l'extension des droits syndicaux et politiques dans les usines, les écoles et les casernes*, la réembauche immédiate des travailleurs licenciés pour leur activité, en imposant dès maintenant leur maintien dans les entreprises et la dissolution de milices patronales

— Nous exigeons *la suppression des juridictions et tribunaux d'exception*, civils et militaires ; l'abolition des législations répressives (lois anticasseurs et antiterroristes) et la reconnaissance sans restriction du droit d'asile politique.

— Nous exigeons *le droit pour chacun de disposer de son corps ; liberté sexuelle pour les mineurs et abrogation des lois d'oppression contre les homosexuels. Nous appelons à la lutte contre les agressions sexistes et le viol (en revendiquant notamment la création de maisons de femmes battues ...)*

— *Nous sommes pour la suppression de toute forme de censure directe ou indirecte (par pressions financières et publicitaires) et pour la plus totale liberté de création et d'expression, à commencer par une véritable liberté de la presse. Ce qui suppose l'expropriation des grands moyens d'impression et des industries du papier (sans que cela implique un contrôle des producteurs sur le contenu de l'information), la socialisation de leur usage garantissant l'expression de tous les courants et associations même minoritaires et la subvention grâce à un système de tarifs compensés des titres à faible diffusion représentant un courant d'opinion. De même, nous luttons contre le démantèlement du monopole et la privatisation de l'audiovisuel et pour que soit garanti l'accès des organisations ouvrières, des associations et collectivités à ces moyens d'expression.*

— Depuis plusieurs années, *le développement des comités de soldats met à l'ordre du jour la reconnaissance du droit pour les soldats à s'organiser dans un syndicat indépendant de la hiérarchie militaire et lié aux organisations ouvrières pour défendre leurs revendications : gratuité des transports, solde au SMIC, réduction de la durée du service au temps des classes, sur les lieux d'habitation et de travail.*

Nous exigeons l'entière reconnaissance du droit à l'objection de cons

cience et la levée immédiate de toutes les dispositions repressives qui frappent objecteurs et insoumis

— Après les guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, l'impérialisme français perpétue la vieille politique de la canonnière, notamment en Afrique, comme l'ont encore illustré récemment les expéditions du Tchad et du Zaïre, ainsi que les menaces contre la souveraineté du peuple sahraoui. Nous exigeons le retrait des troupes françaises de ces pays et l'annulation des pactes néocoloniaux, l'arrêt des ventes d'armes aux régimes racistes et réactionnaires.

## 10. Pour le droit à l'autodétermination des territoires et départements d'outre-mer

La France est l'une des dernières puissances colonialistes directes dans les soi-disant territoires et départements d'outre-mer (TOM-DOM) où l'exploitation des travailleurs, leur oppression nationale et culturelle est totale. Le mouvement ouvrier français doit lutter contre la présence de 12 à 14 000 hommes appartenant aux trois armes (terre, air, mer) et à la gendarmerie, aux Antilles, en Guyanne, à la Réunion, Mayotte, en Polynésie, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Wallis et Futuna.

La solidarité la plus totale et la plus active doit être engagée vis-à-vis des peuples des colonies françaises pour leur droit à l'autodétermination, contre le paternalisme, la répression et le pillage économique colonial. Nous soutenons la revendication pour l'indépendance avancée par le GRS, section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

# I. Engager la lutte sans attendre

Pour faire aboutir nos revendications, comptons l'apport de nos propres forces, sur celles de la classe ouvrière, unie et indépendante : il faut l'unité ouvrière ! Il faut l'unité des organisations de la classe ouvrière !

Si nous sommes divisés, nous n'aboutirons pas ! L'unité ne se réalise pas dans des paroles et des protestations verbales, mais dans l'action !

Il faut mettre en avant, non pas des catégories et des catégories de revendications mais surtout les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir véritablement, massivement, d'urgence sur ces revendications.

## III. LES MOYENS DE SORTIR DE LA CRISE.

Il faut mettre en avant, non pas des catégories et des catégories de revendications mais surtout les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir véritablement, massivement, d'urgence sur ces revendications.

Il faut mettre en avant, non pas des catégories et des catégories de revendications mais surtout les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir véritablement, massivement, d'urgence sur ces revendications.

Il faut mettre en avant, non pas des catégories et des catégories de revendications mais surtout les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir véritablement, massivement, d'urgence sur ces revendications.

Il faut mettre en avant, non pas des catégories et des catégories de revendications mais surtout les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir véritablement, massivement, d'urgence sur ces revendications.

Il faut mettre en avant, non pas des catégories et des catégories de revendications mais surtout les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir véritablement, massivement, d'urgence sur ces revendications.

# 1. Engager la lutte sans attendre

Pour faire aboutir nos revendications, comptons d'abord sur nos propres forces, sur celles de la classe ouvrière, unie et indépendante : *il faut l'unité ouvrière ! Il faut l'unité des organisations de la classe ouvrière !*

Si nous sommes divisés, nous n'aboutirons pas !

L'unité, ça ne se réalise pas dans des parlottes et des proclamations verbeuses, mais dans l'action !

Il faut mettre en avant, non pas des catalogues et des catalogues de revendications mais retenir les principales, les plus immédiates, les plus urgentes, celles qui unifient : la hausse des salaires, le plein emploi, la diminution du temps de travail. Il faut agir vraiment, massivement, durablement sur ces revendications.

Soyons persuadés que si, nous savons nous unir et lutter, sans attendre les élections sur ces revendications, alors nous construirons un rapport de forces qui sera déterminant quel que soit le résultat des élections.

Partout où c'est possible, *il faut engager sans tarder l'action directe contre les mesures d'austérité et contre les préparatifs patronaux*. Il faut améliorer la vie de l'atelier, en organisant le refus de l'accélération des cadences et la solidarité contre les changements constants de postes de travail. Imposons notre droit de veto sur les cadences et sur l'organisation patronale de notre travail, en refusant de travailler lorsque les mesures de sécurité que nous avons définies ensemble ne sont pas respectées : pas de sécurité, pas de travail !

Ainsi nous serons plus forts pour imposer un veto sur les licenciements, pour commencer à répartir le travail entre nous tous.

Avec les syndicats et les organisations de consommateurs, mobilisons-nous pour exercer notre contrôle sur la hausse effective des prix, des loyers et tarifs publics : en changeant la forme et le nom des croissants pour échapper au blocage des prix, les boulangers n'ont fait qu'appliquer un système pratiqué à une tout autre échelle par les industriels ! Imposons une fixation des prix des produits courants, des loyers et des charges locatives. Faisons respecter nos intérêts sur le fonctionnement de ce que devraient être des services publics gratuits et de qualité : la Sécurité sociale, les hôpitaux, les écoles, les maternelles, les crèches, les transports, le logement, les centres de culture et de loisir.

Avec nos organisations syndicales, *exigeons d'être informés sur tous les projets touchant à notre emploi, nos conditions de travail et de vie*. Pas de secret sur les intentions des patrons et du gouvernement : nous devons avoir connaissance à l'avance des plans d'investissement et de production,



de la politique de restructuration et d'emploi, des mouvements de stocks et de capitaux... Ce sont les conditions pour une lutte plus efficace ! Mais les patrons n'accepteront pas de bon gré de nous livrer leurs secrets. Il nous faudra le leur imposer en contrôlant nous-mêmes les stocks, en les obligeant à ouvrir leurs livres de compte, en exigeant avec les employés de banque la suppression des codes bancaires et des opérations anonymes, le contrôle sur le crédit accordé aux entreprises et le veto contre les facilités et prébendes consenties par la haute hiérarchie bancaire.

*Exigeons de nos organisations syndicales qu'elles organisent une mobilisation dont l'ampleur soit au niveau de ces tâches !*

C'est sur la base des mobilisations dans les entreprises qu'il est possible d'aller de l'avant en les coordonnant et en les centralisant. Les « grèves nationales » et « générales », même d'une journée, doivent faire partie d'un plan de lutte d'ensemble que les syndicats doivent élaborer en commun avec les assemblées de travailleurs syndiqués et non-syndiqués.

La démocratie ouvrière est la condition de l'unité la plus large des travailleurs. Toutes les organisations syndicales, CGT, CFDT, FEN, FO doivent y œuvrer en commun.

En période de lutte pour assurer l'unité des travailleurs en grève, il faut l'élection de comités de grève contrôlés et révocables.

Jusqu'à présent, les syndicats — qui sont l'outil irremplaçable pour la défense des revendications ouvrières, sont divisés et reproduisent parmi les travailleurs la division PC-PS.

Le renforcement des syndicats et l'unité syndicale débouchent sur l'unification syndicale.

Combien de travailleurs n'hésitent-ils pas à se syndiquer, ou abandonnent-ils leurs cartes parce qu'ils n'acceptent pas la division syndicale ? Combien de luttes, de grèves ont-elles été mal préparées à cause de la façon dont les directions syndicales ont agi séparément ? S'il y avait *la marche vers une Centrale unique des travailleurs*, la grande masse des travailleurs ne s'en saisirait-elle pas comme d'un meilleur instrument de ses combats ?

Jusqu'à présent les directions confédérales se refusent à s'engager dans cette voie, préférant épouser les querelles et la division entretenues par le PC et le PS. Aussi, nous militons, à la LCR, pour un syndicat unique dans le cadre du respect démocratie syndicale et ouvrière: une seule classe ouvrière, un seul syndicat.

## 2. Nationalisations sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des secteurs clés de l'économie

*Pour garantir les revendications ouvrières et sortir de la crise, c'est au capitalisme qu'il faut s'en prendre.* La perpétuation du marché capitaliste, c'est-à-dire de la concurrence entre les entreprises nationales et internationales, c'est nécessairement la poursuite de la crise. Pour briser cette logique implacable du marché et de la course au profit, pour leur substituer une planification démocratique de l'économie qui réponde aux besoins et priorités collectivement décidés par les travailleurs, *il faut nationaliser sans rachat tous les secteurs privés clefs de l'économie par branches entières.* L'expropriation des capitalistes, c'est une condition indispensable à une planification autogérée qui permettrait de sortir de la crise.

### **Tous les secteurs-clefs**

Le problème n'est pas de nationaliser 9, 15 ou 25 groupes avec ou sans leurs filiales, quand on reconnaît par ailleurs la prédominance à l'économie de marché. Il faut s'attaquer aux fondements d'un système bâti sur la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, cela implique la nationalisation sans rachat de toutes les banques y compris des banques étrangères, des branches technologiquement avancées, fers de lance de l'accumulation capitaliste, des branches en crise qui licencient par dizaines de milliers tout en bénéficiant de subsides de l'Etat, des moyens d'information, des branches comme la santé, le bâtiment et les transports qui sont des secteurs décisifs pour la planification et de toutes les entreprises possédant des unités de production de plus de 500 travailleurs.

### **Sans rachat**

Allons-nous travailler pour rembourser nos exploités qui se sont déjà remplis les poches sur notre dos ? Accepter d'indemniser les propriétaires des entreprises nationalisées, c'est imposer aux travailleurs de racheter, par le biais des impôts, des richesses créées par eux et accumulées à leurs dépens. Ce serait rendre d'une main aux patrons ce que l'on confisque de l'autre, pour leur permettre d'aller investir ailleurs, là où les profits

sont juteux. C'est ainsi que le trust CGE qui fait partie des neufs groupes nationalisables du Programme commun est né des indemnisations versées à la Libération aux anciens actionnaires du gaz et de l'électricité lors de la nationalisation en 1945 de l'EGF. Le PS propose que les actionnaires gardent leurs titres et les bénéficiaires qui en découlent, mais sans plus avoir de pouvoir de décision. Le PC propose de verser 30 milliards de francs lourds pour indemniser les actionnaires des neuf entreprises nationalisables selon le Programme commun : 30 milliards, c'est le total des salaires de 150 000 travailleurs payés au SMIC pendant vingt ans ! Les profiteurs gros ou moyens, à la porte !

### **Sous contrôle ouvrier**

Les nationalisations sont une condition nécessaire mais non suffisante pour rompre avec la logique du capitalisme et de l'exploitation. Il faut encore se demander : que changeraient les nationalisations pour nos conditions de vie et de travail ? Y aura-t-il suppression des trois huit et des deux huit ? Y aura-t-il réduction des cadences et les 35 heures tout de suite ? Quels seront nos droits de contrôle et de décision dans l'entreprise, sur la production et les conditions de travail. Le PC et le PS ont récemment proposé la mise en place de « comités d'ateliers ». Pourquoi limitent-ils ces « comités d'ateliers » aux seules entreprises nationalisées, n'est-ce pas parce que ces comités ne devraient pas être de simples instruments de lutte, mais plutôt des instances de contrôle « à froid », avec tous les risques d'intégration et de cogestion participationnistes ? Pourquoi attendre une hypothétique victoire électorale pour commencer à construire ces instruments unitaires de lutte dans les ateliers et les services ? Tant que la vie économique et sociale reste soumise aux lois, aux institutions, à l'Etat des patrons, le danger est lourd pour les travailleurs d'être amenés dans les organismes de direction des entreprises privées et nationalisées à cogérer leur propre exploitation et la paix sociale réclamée par les patrons. Les objectifs des directions de la CGT et de la CFDT n'échappent pas à ce danger. La vigilance des travailleurs et leur contrôle sur leurs délégués syndicaux s'en imposent d'autant plus...

Quelque soit le cadre, le lieu, face au PC et au PS, avec eux si possible, contre eux si nécessaire, nous ferons tout pour que syndiqués et non syndiqués, membres des partis ouvriers et sans-parti se donnent des structures de mobilisation unitaires.

### **Aux travailleurs de décider**

Il faut que les ouvriers et les employés des entreprises dont la nationalisation est envisagée dénoncent les mesures de restructuration, de compression des stocks, et exigent l'expropriation immédiate.

C'est aux travailleurs de dresser la liste des entreprises à nationaliser, sans s'en tenir à celles dont la liste est prévue par le Programme commun,

sans se limiter aux canards boiteux, mais en procédant par branches, en fonction de la complémentarité de ces entreprises.

Le contrôle ouvrier prépare et accompagne la lutte pour les nationalisations et l'instauration d'un gouvernement des travailleurs. Une fois ce gouvernement constitué et les secteurs de l'économie expropriés, il ne s'agit plus seulement de contrôle, mais d'autogestion ouvrière dans le cadre d'un plan démocratiquement défini. Avec la prise du pouvoir par les travailleurs qui suppose la centralisation des conseils ouvriers et la destruction du vieil appareil d'Etat, le principe dominant de l'économie deviendra celui d'un plan qui définira l'ordre des priorités en fonction des besoins et objectifs définis par les travailleurs eux-mêmes à travers un congrès des conseils ouvriers.

Mais au lieu de s'engager dans cette voie, le PC et le PS tournent le dos à nos exigences. Ils ne ménagent pas les bonnes paroles, proclament de « changer la vie », mais le Programme commun, dans la version du PS comme dans celle du PC, prône la domination du marché capitaliste, fait silence sur l'opposition essentielle des femmes, conserve l'arme telle qu'elle est, accepte le Communisme de 1958, maintient la domination coloniale française sur les territoires et départements d'outre-mer. C'est un programme de collaboration de classe. Dans ces conditions, il est logique que les radicaux de gauche, petit parti toujours qui défend le libre d'entreprise pour les patrons capitalistes aient pu le signer sans se sentir

## La crise de l'Union de la gauche

### IV. POUR LE SOCIALISME

Le PC accuse le PS de viser à droite, comme si les déclarations de Debrais s'engageant à respecter le droit des patrons à licencier ou celles de Rocard tendent de rechercher la « régulation par le marché » étaient d'aujourd'hui. Mais dans ce cas, le PC n'a-t-il pas lui aussi visé à droite en tenant le dictateur du prolétariat, en se ralliant à la bombe atomique, en acceptant le « virus militaire » en 61, le parlement européen, en en prévoyant une augmentation de revenu de 16 milliards pour les entrepreneurs. Le PC accuse le PS de rechercher l'alliance avec le centre et les gauches. Mais le PC et le PS ne sont-ils pas d'accord pour signer le Programme commun avec les radicaux de gauche, pourtant inconnus dans les élections ? N'ont-ils pas soutenu ensemble lors des municipales la candidature de Charbonnel, élué comme candidat de gauche et protégé de la CFT, ancien ministre de l'Industrie chargé de la liquidation de l'IQ ? Ne sont-ils pas d'accord pour élire Giscard comme président en cas de victoire de la gauche, avec les pouvoirs exorbitants que lui confère la Constitution ? Le PC accuse le PS de chercher une politique d'austérité, suivent en

Mais au lieu de s'engager dans cette voie, le PC et le PS tournent le dos à nos exigences. Ils ne ménagent pas les bonnes paroles, promettent de « changer la vie », mais le Programme commun, dans la version du PS comme dans celle du PC, préserve la domination du marché capitaliste, fait silence sur l'oppression spécifique des femmes, conserve l'armée telle qu'elle est, accepte la Constitution de 1958, maintient la domination coloniale française sur les territoires et départements d'outre-mer. C'est un programme de collaboration de classe. Dans ces conditions, il est logique que les radicaux de gauche, petit parti bourgeois qui défend la liberté d'entreprise pour les patrons capitalistes aient pu le signer sans se renier.

---

---

## 1. La crise de l'Union de la gauche

Aujourd'hui, l'Union de la gauche est en crise, mais aucun des partis ne remet en cause les orientations fondamentales du Programme commun. La dispute sur les nationalisations est une querelle en trompe-l'œil. Nationalisation des filiales ou pas, la grande, l'écrasante majorité des entreprises resterait soumise aux impératifs de la concurrence capitaliste et les travailleurs à l'exploitation qui en résulte.

Le PC accuse le PS de virer à droite, comme si les déclarations de Defferre s'engageant à respecter le droit des patrons à licencier ou celles de Rocard refusant de toucher la « régulation par le marché » dataient d'aujourd'hui. Mais dans ce cas, le PC n'a-t-il pas lui aussi viré à droite en reniant la dictature du prolétariat, en se ralliant à la bombe atomique, en acceptant le service militaire à un an, le parlement européen, et en prévoyant une augmentation de revenu de 16 milliards pour les entrepreneurs.

Le PC accuse le PS de rechercher l'alliance avec le centre et les giscardiens. Mais le PC et le PS ne sont-ils pas d'accord pour signer le Programme commun avec les radicaux de gauche, pourtant inconnus dans les entreprises ?

N'ont-ils pas soutenu ensemble lors des municipales la candidature de Charbonnel, gaulliste de gauche et protecteur de la CFT, ancien ministre de l'Industrie chargé de la liquidation de Lip ? Ne sont-ils pas d'accord pour garder Giscard comme président en cas de victoire de la gauche, avec les pouvoirs exorbitants que lui confère la Constitution ?

Le PC accuse le PS de préparer une politique d'austérité, suivant en

cela l'exemple des socialistes anglais, portugais ou allemands au gouvernement. Mais pourquoi la critique du PC ne s'applique-t-elle pas aussi aux partis communistes italien et espagnol qui ont l'un et l'autre ratifié les plans d'austérité définis par leurs gouvernements ? C'est que le Parti communiste connaît suffisamment l'ampleur de la crise économique pour savoir qu'à moins de rompre avec les diktats du capital, il n'y a pas d'autre solution que l'austérité, qu'elle soit de droite ou de gauche.

## 2. L'unité ouvrière pour chasser Giscard-Barre !

Pourtant il existe pour les travailleurs une solution de rechange, celle qui refuse les divisions et les compromissions, celle qui se fonde sur l'unité ouvrière pour chasser Giscard-Barre.

*Pour sortir de la crise et en finir avec l'austérité, il n'y a pas d'autre solution que d'aller vers le socialisme.*

Au lieu de rechercher les faveurs du patronat et de différer l'unification des luttes, c'est dès aujourd'hui une lutte sans compromis contre la baisse du pouvoir d'achat et la montée du chômage qui est indispensable. C'est le développement de l'auto-organisation des travailleurs et de la défense des luttes face aux menées des corps répressifs qui s'imposent (comités de grève, piquets de grève). Ce sont les luttes des immigrés, des femmes, de la jeunesse qui doivent prendre toute leur place dans le combat d'ensemble de la classe ouvrière.

*Il faut combattre toute illusions selon laquelle ce serait usine par usine, expérience de contrôle ouvrier isolée par expérience, que serait miné le pouvoir des patrons.*

Nous sommes pour que naissent des conseils ouvriers qui rassemblent la grande masse des travailleurs unitairement. Nous sommes aussi pour que ces comités permettent l'instauration du contrôle et du droit de veto des travailleurs et conquièrent tout le pouvoir.

Au bout de la lutte il y a inévitablement l'affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois et la nécessité de se battre pour un gouvernement au service des travailleurs qui devra prendre les mesures indispensables pour marcher au socialisme.

Pour nous, LCR, la question principale est de faire converger les luttes, de préparer la grève générale : nous ne croyons pas que la classe

ouvrière puisse prendre l'Etat bourgeois et le « mettre à son service » : cet Etat, il est façonné entièrement pour le service de la classe dominante, depuis le dernier rouage d'un ministère jusqu'au chef d'état-major des armées. Cet Etat doit être détruit et c'est un autre Etat, l'Etat ouvrier, qui doit être construit.

Nous, militants communistes, n'avons pas renoncé à la dictature du prolétariat : ce sera le pouvoir de la majorité des travailleurs contre la minorité de ceux qui les ont exploités, ce sera une démocratie mille fois plus démocratique que toutes les démocraties bourgeoises.

Le Programme commun prévoit de garder la Constitution de 1958 instaurée par le général de Gaulle après un coup d'Etat militaire. Cette constitution accorde des pouvoirs exorbitants au président de la République qui est en même temps le chef des armées : l'application de toute nouvelle loi est suspendue à sa signature ; il peut dissoudre l'assemblée selon son bon plaisir et s'arroger les pleins pouvoirs en cas de crise grave. Le Programme commun envisage bien de réformer les « excès » de cette Constitution, mais sans remettre en cause les règles en vigueur de la révision constitutionnelle qui imposent soit l'accord du président de la République, soit un vote à la majorité des deux-tiers de l'Assemblée nationale et du Sénat. En s'engageant à garder Giscard et à respecter la Constitution, le PC et le PS s'interdisent donc de mettre en pratique un programme répondant réellement aux aspirations des travailleurs (même les nationalisations limitées qu'ils envisagent pourraient être remises en cause par le Conseil constitutionnel) ; ils s'interdisent de donner aux régions et nationalités opprimées de réels pouvoirs portant atteinte à ce que les traîneurs de sabre appellent l'intégrité du territoire. *En un mot, ils se soumettent par avance au chantage et au veto de Giscard, détenteur des pouvoirs suprêmes de l'Etat. Il n'y a pas de véritable satisfaction des besoins des travailleurs, pas de rupture avec un passé d'exploitation et d'oppression, pas de réel changement, sans faire table rase du carcan de la V<sup>e</sup> République, en commençant par abroger la Constitution de 1958 et chasser Giscard ; sans épurer l'administration et démanteler la hiérarchie militaire ; sans abandonner l'arme nucléaire et rompre avec l'alliance atlantique ; sans planifier démocratiquement l'économie et opposer aux manœuvres économiques du capital international le monopole d'Etat sur le commerce extérieur ; sans développer la solidarité internationale des travailleurs et aller vers les Etats-unis socialistes d'Europe.*

Telles sont les exigences qu'appelle la lutte pour sortir de la crise, pour en finir avec l'austérité et le pouvoir de la bourgeoisie. Quels que soient l'importance et l'enjeu des prochaines élections législatives, la seule garantie d'imposer nos revendications au patronat réside dans notre propre mobilisation.

Le Parti communiste et le Parti socialiste ont aujourd'hui la confiance



de l'écrasante majorité des travailleurs. Depuis les élections cantonales et municipales, il est même clair que ces partis sont majoritaires dans le pays.

*Face à la crise, ils doivent former un gouvernement PC-PS dont nous exigeons la satisfaction de nos revendications ; dont nous exigeons qu'il rompe tous les liens qui l'enchaînent à la bourgeoisie, qu'il cesse l'alliance avec les radicaux de gauche et autres gaullistes d'opposition ; qu'il cesse de faire des avances au patronat et de se soumettre à la constitution réactionnaire de 1958.*

V. MARS 1978. BATTRE

LES CANDIDATS BOURGEOIS

POUR UN VOTE DE CLASSE

de l'écrasante majorité des travailleurs. Depuis les élections communales et municipales, il est même clair que ces partis sont minoritaires dans le pays.

Pour le futur, ils doivent former un gouvernement PC-FS dont nous exigeons la satisfaction de nos revendications ; dont nous exigeons qu'il rompe tous les liens qui l'attachent à la bourgeoisie, qu'il cesse l'alliance avec les radicaux de gauche et autres gauchistes d'opposition ; qu'il cesse de faire des avances au patronat et de se soumettre à la constitution réactionnaire de 1958.

# V. MARS 1978: BATTRE LES CANDIDATS BOURGEOIS POUR UN VOTE DE CLASSE

Alors que faire ? Comment avancer vers un véritable gouvernement ouvrier, vers le socialisme ?

La grande majorité des travailleurs a confiance soit dans le PS, soit dans le PC malgré la politique de leurs directions.

Les travailleurs voient au travers de ces deux partis les instruments pour chasser Giscard, Barre et Chirac.

Il y a une opposition entre ces aspirations de la classe ouvrière et la réelle politique de collaboration de classe et de division des directions du PS et du PC.

Il faut lever cet obstacle.

Avant les élections, pendant celles-ci, après celles-ci, plus les volontés de la classe ouvrière se manifesteront, plus la politique réelle de Mitterrand et de Marchais sera battue en brèche.

Le PC et le PS ne veulent pas aller au gouvernement pour défendre les solutions ouvrières face à la crise. Le PC et le PS ne veulent pas aller au gouvernement seuls, sans les radicaux de gauche, sans les gaullistes et sans Giscard ? En agissant pour les y contraindre, les travailleurs ouvriront la voie à une situation nouvelle ; l'unité ouvrière se frayera sa voie.

Voilà pourquoi nous leur donnerons une large majorité pour qu'ils n'aient aucun prétexte à tergiverser et à transiger face aux manœuvres de la bourgeoisie et au chantage de Giscard, aucun prétexte pour pactiser avec le patronat et ses partis.

Pas une voix ne doit aller à un candidat bourgeois, même s'il se met au goût du jour en se présentant comme gaulliste ou radical « de gauche ». Voter pour un candidat bourgeois, sous prétexte d'élargir la majorité électorale, c'est aliéner l'indépendance et la liberté d'action des travailleurs, c'est douter de leurs propres forces.

Il ne viendrait à l'idée d'aucun ouvrier conscient de confier la défense de ses intérêts à son patron. Alors, pourquoi élire à l'assemblée des représentants dont la seule fonction, comme l'illustre Robert Fabre, est de rappeler au respect de la propriété capitaliste et de l'ordre bourgeois, sans avoir de comptes à rendre dans les entreprises où on ne les voit pas ? Plus les choses seront claires, mieux les rapports de force réels seront perceptibles et plus les travailleurs seront résolus à défendre leurs droits et revendications légitimes.

Alors des faits ? Comprenez : avancer vers un véritable gouvernement ouvrier, vers le socialisme ?

La grande majorité des travailleurs a confiance en Giscard, soit dans le PC malgré la politique de leurs dirigeants.

Les travailleurs veulent au travail de ces deux partis les instruments pour chasser Giscard, Barre et Chirac.

Il y a une opposition entre ces aspirations de la classe ouvrière et la tactique politique de collaboration de classe et de division des directions du PS et du PC.

Il faut lever cet obstacle.

Avant les élections, pendant celles-ci, après celles-ci, plus les volontés de la classe ouvrière se manifesteront, plus la politique réelle de Mitterrand et de Marchais sera bonne en pratique.

Le PC et le PS ne veulent pas aller au gouvernement pour défendre les solutions ouvrières face à la crise. Le PC et le PS ne veulent pas aller au gouvernement sans les moyens de garantir sans les garanties créées (Giscard) ? En agissant pour les y contraindre, les travailleurs ouvrent la

# POUR L'UNITE OUVRIERE

au bout du jour on se présenterait comme gauloise ou toulousaine - de gauche - pour un candidat bourgeois, sous prétexte d'éclaircir la situation économique, c'est à dire l'indépendance et la liberté d'action des travailleurs, c'est douter de leurs propres forces.

Il ne s'agit pas d'idées d'homme ouvrier consistant de couler la débauche de ses intérêts à son patron. Alors pourquoi être à l'assemblée des représentants dans la seule formation, comme l'illustre Robert Fabre, est de respecter au respect de la propriété capitaliste et de l'ordre bourgeois, sans avoir de comptes à rendre dans les entreprises ou on se voit pas ? Plus ces choses seront claires, mieux les rapports de force vont servir progressivement et plus les travailleurs seront tenus à défendre leurs droits et revendications légitimes.

L'unité ouvrière que nous voulons, ce n'est pas l'Union de la gauche, ce n'est pas le Programme commun, ce n'est pas l'alliance avec la bourgeoisie !

Le gouvernement que doivent imposer les travailleurs ce n'est pas un gouvernement de l'Union de la gauche ; ce n'est pas un gouvernement du PS et du PC appliquant le Programme commun ; c'est un gouvernement du PS et du PC rompant toute alliance avec les partis bourgeois, chassant Giscard, abrogeant la constitution de 1958, un gouvernement de leurs partis majoritaires dont ils exigent la satisfaction des revendications. pas un gouvernement de gestion du capital mais un gouvernement pour que cela change vraiment .

Le système électoral en vigueur en France établit qu'au premier tour on choisit et au second tour on élimine.

Au second tour, tout impose d'appeler à voter pour *les seuls PS et PC*, tout impose qu'ils se désistent l'un pour l'autre, contre tous les partis de la bourgeoisie.

Mais voter au second tour pour les candidats du PC et du PS ne signifie en rien leur accorder une confiance aveugle, leur délivrer un chèque en blanc, et encore moins approuver leur programme.

Au premier tour, puisque vous pouvez choisir, allez-vous voter pour les dirigeants responsables de la division ?

Allez-vous voter pour le Programme commun version PS ou version PC dont ni l'un ni l'autre ne satisfont vos revendications ?

Allez-vous voter pour la force de frappe ?

Allez-vous voter pour la force nucléaire, allez-vous voter pour l'alliance atlantique ?

Allez-vous voter pour l'Europe des patrons et son parlement au service des trusts multinationaux ?

Allez-vous voter pour la Constitution de la V<sup>e</sup> République ?

Jeunes : Etes-vous pour le service militaire à un an ? Etes-vous pour la participation à la mode gaulliste à l'université ?

Femmes : Etes-vous pour les positions du Programme commun sur l'avortement et la contraception ?

Immigrés : Acceptez-vous que les droits politiques — dont le droit de vote — ne vous soient pas accordés ?

Soldats : Allez-vous soutenir ceux qui ne soutiennent pas le combat des comités de soldats pour leurs droits démocratiques ?

Travailleurs des DOM-TOM : Allez-vous soutenir ceux qui ont renoncé à se battre pour votre droit à l'autodétermination ?

Allez-vous voter pour l'Internationale socialiste de Mitterrand, celle d'Helmut Schmidt, de Callaghan, de Soares ?

Allez vous voter pour ces dits « eurocommunistes » qui, partout soutiennent les plans d'austérité de leurs bourgeoisies (Berlinguer avec la Démocratie-chrétienne, Carrillo avec les franquistes ?)

Allez-vous voter pour une austérité de gauche ?

Travailleurs, travailleuses, en votant *au premier tour* pour les candidatures présentées ou soutenues par la LCR, vous direz à Mitterrand et à Marchais qu'il n'est pas question d'accepter, après le Plan Barre, quelque forme d'austérité de gauche que ce soit, à la sauce Soares ou à la mode Berlinguer.

Vous leur direz que vous refusez la collaboration avec les partis bourgeois, le respect de la Constitution de 1958 et la tutelle de Giscard.

Vous leur direz qu'il n'est pas question d'accepter la division des rangs ouvriers au profit de la droite.

En votant comme lors des municipales pour les candidatures révolutionnaires, vous donnerez un avertissement à Mitterrand et à Marchais. Vous leur montrerez que, quelles que soient leurs intentions et arrières pensées, ils devront compter avec vos exigences, votre vigilance et votre mobilisation.

Au premier tour, en votant pour la LCR et pour tous les candidats révolutionnaires qu'elle soutient,

- vous voterez ouvrier, contre la bourgeoisie
- vous voterez contre la division, contre la collaboration de classe
- vous refuserez de voter pour l'Union de la gauche et son programme
- vous voterez pour l'Unité ouvrière, pour vos revendications, pour les solutions ouvrières à la crise.

**Un accord « Le Socialisme. Le pouvoir aux travailleurs. » a été signé entre la Ligue communiste révolutionnaire, l'Organisation communiste des travailleurs et les Comités communistes pour l'autogestion. Cet accord définit des thèmes communs d'intervention et permet une seule candidature de chacune de ces organisations par circonscription. Dans le cadre de cet accord, la LCR appelle à voter pour les candidats et candidates qu'elle présente ainsi que pour ceux présentés par l'OCT et les CCA. La LCR agira pour que cet accord politique puisse s'élargir à Lutte ouvrière.**

**SUPPLEMENT A CRITIQUE COMMUNISTE N° 20/21**

**DIRECTEUR DE PUBLICATION: H. WEBER**

**N° DE COMMISSION PARITAIRE: 56551**

**IMPRIMERIE ROTOGRAPHIE MONTREUIL 93100**

LISEZ ROUGE  
LISEZ ROUGE  
LISEZ ROUGE  
LISEZ ROUGE  
LISEZ ROUGE

édition de la brèche, 2F.